

Unité Départementale Aube - Haute-Marne

Chaumont, le 2 juillet 2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 24 avril 2024

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **FONDERIES DE SAINT DIZIER**

38 rue Waldeck Rousseau  
52100 Saint-Dizier

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24 avril 2024 dans l'établissement FONDERIES DE SAINT DIZIER implanté 38 rue Waldeck Rousseau 52100 Saint-Dizier. L'inspection a été annoncée le 12 avril 2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Au regard de la récurrence de conditions climatiques extrêmes, le Ministère de la Transition Écologique a pris l'Arrêté du 30 juin 2023 relatif aux mesures de restriction, en période de sécheresse, portant sur le prélèvement d'eau et la consommation d'eau des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE). L'inspection des installations classées a, par conséquent, organisé des visites réactives afin de constater la bonne application de ces règles de gestion de la ressource en eau pour les ICPE soumises.

La visite porte également sur la prise en compte de l'arrêté cadre préfectoral du 08 juin 2023 fixant le cadre pour la mise en œuvre de mesures de limitation ou de suspension provisoire des usages de l'eau dans le département de la Haute-Marne en période de sécheresse, et en particulier, des mesures prises par l'exploitant dans le cadre de l'arrêté préfectoral du 19 juillet 2023 portant limitation ou suspension des usages de l'eau provenant des nappes souterraines, des cours d'eau et de leurs nappes d'accompagnement sur le territoire de la Haute-Marne et plaçant la masse d'eau de la Marne Amont au niveau d'alerte. Ce niveau d'alerte a été levé par l'arrêté préfectoral du 28 août 2023 suite à des événements pluvieux ayant amené une augmentation des débits des cours d'eau.

Horaires d'ouverture : 9h30-11h30 / 14h00-16h00

Tél. : 03 51 37 61 90

89 rue Victoire de la Marne – CS 0002  
52901 CHAUMONT cedex

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- FONDERIES DE SAINT DIZIER
- 38 rue Waldeck Rousseau 52100 Saint-Dizier
- Code AIOT : 0005701281
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société des FONDERIES DE SAINT-DIZIER est spécialisée dans la production de grilles de caniveaux en fonte ductile (FGS) et en fonte à graphite lamellaire (FGL) pour le secteur de la voirie.

Le site de la société se situe au Nord-est et à proximité du centre-ville de la commune de Saint-Dizier, dans une ancienne zone industrielle. Suite à l'expansion de la ville, la fonderie se trouve aujourd'hui entourée d'habitations, de ses anciens logements d'ouvriers et des ateliers municipaux. La société est propriétaire du terrain et des bâtiments qu'elle occupe, qui couvrent une superficie d'environ 16 000 m<sup>2</sup>.

Pour sa production, l'établissement est équipé de deux fours électriques à induction de 5 tonnes permettant la fusion à 1 500°C du métal et d'un four de maintien. Le process de fabrication des pièces en fonte est classique dans le monde de la fonderie : 2 fours de fusion, 1 four de maintien, 1 ligne de moulage automatique (DISA), de décochage, de grenaillage, de parachèvement et de peinture. La société est également dotée d'une unité de recyclage des sables usagés.

Au titre des installations classées pour la protection de l'environnement, l'établissement est soumis au régime de l'autorisation et de l'IED pour son activité de fonderie. Elle bénéficie d'un arrêté préfectoral complémentaire (recodificatif) du 03/04/2018 (n°1061).

**Thèmes de l'inspection :**

- Gestion de l'eau en période de sécheresse

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Origine des approvisionnements, prélèvements et consommations en eau	Arrêté Préfectoral du 03/04/2018, article 4.1.1.	Sans objet
2	Dispositif de suivi des prélèvements en eau	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 15	Sans objet
3	Soumission AMPG	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 1-I	Sans objet
4	Modalités de non-soumission à l'arrêté ministériel "Sécheresse"	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 3	Sans objet
5	Réductions imposables à l'exploitant	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 2	Sans objet
6	Réductions d'eau de l'exploitant	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 2	Sans objet
7	Déclaration obligatoire en période de sécheresse	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 2	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection des installations classées constate un léger dépassement du prélèvement d'eau autorisé, mais une forte baisse de la consommation en 2023 par rapport à 2022. Au regard des éléments constatés, l'établissement est soumis à l'arrêté ministériel du 30 juin 2023 et ne rentre pas dans les installations dispensées.

Pour l'année 2023, l'exploitant avait bien déterminé ses volumes de référence sur lesquels s'appliquent les réductions. Ces réductions (5%) ont été respectées lors du déclenchement du niveau d'ALERTE du 19 juillet au 28 août 2023.

Concernant l'exploitation 2024, l'exploitant a calculé ses volumes de référence sur lesquels s'appliqueront les réductions éventuelles en cas de sécheresse.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Origine des approvisionnement, prélèvements et consommations en eau

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 03/04/2018, article 4.1.1.
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Usages de l'eau – Ressources prélevées – Valeurs limites de prélèvements
<b>Prescription contrôlée :</b> Les prélèvements d'eau dans le milieu qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont limités aux quantités suivantes : AP N°1061 du 04/04/2018 portant prescriptions applicables à la société des Fonderies de Saint-Dizier sur le territoire de la commune de Saint-Dizier autorise 10 000 m <sup>3</sup>
<b>Constats :</b> Le relevé annuel de 2023 sur le réseau public indique une consommation d'eau de 10 243 m <sup>3</sup> . Ce volume dépasse le seuil de prélèvement autorisé. Néanmoins, le dépassement est faible et la consommation annuelle a baissé de 3 614 m <sup>3</sup> entre 2022 et 2023.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 2 : Dispositif de suivi des prélèvements en eau

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 15
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Dispositif de mesure totalisateur – Relevé des débits prélevés
<b>Prescription contrôlée :</b> Les installations de prélèvement d'eau sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Ce dispositif est relevé journalièrement si le débit prélevé est susceptible de dépasser 100 m <sup>3</sup> /j, hebdomadairement si ce débit est inférieur. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé et tenu à la disposition de l'inspection des installations Classées
<b>Constats :</b> La consommation d'eau est suivie par 4 compteurs, 1 compteur en entrée de réseau et 3 sous-compteurs : 1 production, 1 vestiaire et 1 expédition. La consommation d'eau est relevée quotidiennement permettant de vérifier le respect des valeurs limites de prélèvement journalières.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 3 : Soumission AMPG

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 1-I
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Volume annuel prélevé
<b>Prescription contrôlée :</b> Article 1-I : Le présent arrêté s'applique aux installations classées pour la protection de l'environnement dont le prélèvement d'eau total annuel est supérieur à 10 000 m <sup>3</sup> et qui sont soumises soit à autorisation soit à enregistrement.
<b>Constats :</b> Comme vu précédemment la consommation d'eau de 2023 est de 10 243 m <sup>3</sup> . Cette installation est concernée par l'arrêté ministériel du 30 juin 2023
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 4 : Modalités de non-soumission à l'arrêté ministériel "Sécheresse"

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 3
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Installation non soumise à l'article 2
<b>Prescription contrôlée :</b> Ne sont pas soumis aux dispositions de l'article 2 : 1° - [...] ; - transformation agroalimentaire en flux poussé : transformation ou conditionnement en produits et ingrédients destinés à l'alimentation humaine et animale de matières premières d'origine agricole périssables à l'état frais, qui ne sont pas à l'état congelé, et dont la transformation ne peut être différée ; [...] 2° les exploitants des établissements ayant réduit leur prélèvement d'eau d'au moins 20 % depuis le 1er janvier 2018 ; 3° les exploitants des établissements utilisant au moins 20 % d'eaux réutilisées par rapport à leur prélèvement d'eau, sous réserve du respect des exigences sanitaires et environnementales en vigueur [...]
<b>Constats :</b> L'établissement est soumis aux dispositions de l'article 2 de l'arrêté ministériel du 30 juin 2023 conformément aux points de l'article 3 : - 1° : l'activité de fonderies n'est pas inscrite dans les installations nécessaires aux activités listées ; - 2° : l'exploitant de l'établissement n'ayant pas réduit son prélèvement d'eau d'au moins 20 % depuis le 1er janvier 2018 ; - 3° : l'exploitant de l'établissement n'utilisant pas au moins 20 % d'eaux réutilisées par rapport à son prélèvement d'eau ; - 4° : l'exploitant étant autorisé par un arrêté préfectoral N°1061 du 04/04/2018
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 5 : Réductions imposables à l'exploitant

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 2
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Respect des volumes de réduction imposés – volume de référence
<b>Prescription contrôlée :</b> II. - Le volume de référence auquel les réductions prévues au I sont appliquées est le prélèvement d'eau moyen journalier. Il correspond au maximum entre la moyenne des volumes journaliers prélevés calculés sur l'année civile précédente et la moyenne des volumes journaliers prélevés calculés sur le trimestre civil correspondant de l'année précédente. Cette moyenne peut être calculée en ne retenant que les jours d'activités réalisés hors période de restriction liée à la sécheresse.  Pour le calcul du volume de référence, l'exploitant peut ne pas tenir compte du volume des usages de l'eau nécessaires à la sécurité et à l'intégrité des installations, à la protection et à la défense contre l'incendie, ainsi qu'aux usages permettant de satisfaire les exigences de protection de l'environnement, de santé publique et animale, de salubrité publique, de protection de personnes et des biens et l'alimentation en eau potable de la population. Ce volume des usages de l'eau nécessaires notamment à la sécurité est néanmoins intégré dans le volume des 10 000 mètres cubes mentionné au I de l'article 1er.
<b>Constats :</b> Exploitation 2024 L'exploitant a transmis le 15/04/2024, la feuille de calcul de ses volumes de référence issus de ses prélèvements de l'année 2023. Le volume de référence moyen journalier est de 50,9 m <sup>3</sup> ; Les volumes de référence moyen trimestriel sont : <ul style="list-style-type: none"><li>- trimestre 1 = 43,0 m<sup>3</sup>/j ;</li><li>- trimestre 2 = 54,7 m<sup>3</sup>/j ;</li><li>- trimestre 3 = 68,2 m<sup>3</sup>/j ;</li><li>- trimestre 4 = 41,6 m<sup>3</sup>/j.</li></ul> Pour l'exploitation 2024 les volumes de référence sur lesquels s'appliqueront les réductions de prélèvement sont : <ul style="list-style-type: none"><li>- trimestre 1 = 50,9 m<sup>3</sup>/j ;</li><li>- trimestre 2 = 54,7 m<sup>3</sup>/j ;</li><li>- trimestre 3 = 68,2 m<sup>3</sup>/j ;</li><li>- trimestre 4 = 50,9 m<sup>3</sup>/j.</li></ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 6 : Réductions d'eau de l'exploitant

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 2
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Respect des mesures de restrictions déterminées par l'exploitant
<b>Prescription contrôlée :</b>  I. - Les installations classées mentionnées à l'article 1 <sup>er</sup> , à l'exclusion des installations et des exploitants mentionnés à l'article 3, sont soumises en période de sécheresse, en fonction des niveaux de gravité ci-après, aux dispositions suivantes : - vigilance : sensibilisation accrue du personnel aux règles de bon usage et d'économie d'eau selon une procédure écrite affichée sur site ; - alerte : réduction du prélèvement d'eau de 5 % ; - alerte renforcée : réduction du prélèvement d'eau de 10 % ; - crise : réduction du prélèvement d'eau de 25 %. [...] III. - Les réductions mentionnées au I sont atteintes au plus tard trois jours après le déclenchement du niveau de gravité correspondant. Si le prélèvement et le rejet en eau (direct ou indirect) ont lieu dans la même masse d'eau, les réductions s'appliquent à la consommation d'eau [...]
<b>Constats :</b> Exploitation 2023 Le volume de référence moyen journalier est de 62,4 m3 ; Les volumes de référence moyen trimestriel sont : - trimestre 1 = 60,0 m3/j ; - trimestre 2 = 51,9 m3/j ; - trimestre 3 = 87,6 m3/j ; - trimestre 4 = 53,2 m3/j.  Conformément au second alinéa du point II de l'article 2 de l'arrêté du 30 juin 2023 qui stipule que le volume de référence est le maximum entre la moyenne des volumes journaliers prélevés calculés sur l'année civile précédente et la moyenne des volumes journaliers prélevés calculés sur le trimestre civil correspondant de l'année précédente, les volumes de référence pour l'exploitation 2023 sur lesquels s'appliquaient les réductions de prélèvement étaient : - trimestre 1 = 62,4 m3/j ; - trimestre 2 = 62,4 m3/j ; - trimestre 3 = 87,6 m3/j ; - trimestre 4 = 62,4 m3/j.  Du 19 juillet au 28 août 2023 période de mise en œuvre du niveau d'ALERTE sur le bassin de la Marne, l'exploitant a prélevé des volumes inférieurs au volume de références réduit de 5 %.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite



## N° 7 : Déclaration obligatoire en période de sécheresse

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 2
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Déclaration hebdomadaire
<b>Prescription contrôlée :</b> IV. - Lorsque les niveaux de gravité d'alerte renforcée ou de crise sont en vigueur, l'exploitant transmet, chaque semaine calendaire, au plus tard le mercredi, à l'inspection des installations classées, les volumes d'eau journaliers prélevés et consommés sur la semaine calendaire précédente et le volume journalier moyen prévisionnel prélevé et consommé pour les besoins de son installation pour la semaine calendaire en cours.  Cette transmission est faite en utilisant le lien suivant : <a href="https://www.declarationpollution.developpement-durable.gouv.fr/">https://www.declarationpollution.developpement-durable.gouv.fr/</a>  La dernière transmission est réalisée la semaine calendaire suivant celle de la levée des niveaux d'alerte renforcée et de crise.
<b>Constats :</b> La masse d'eau de la Marne Amont n'ayant pas été placée au niveau d'alerte renforcée ou de crise, l'exploitant n'avait pas à déclarer en 2023 les prélèvements exécutés pendant la période de restriction de l'usage de l'eau.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite